

Point sur la conjoncture française à début février 2022

Le mois de janvier a été marqué par la cinquième vague de Covid-19 et la diffusion de plus en plus large du variant Omicron. Notre enquête de conjoncture, menée auprès de 8 500 entreprises ou établissements entre le 27 janvier et le 3 février, confirme que l'activité a bien résisté globalement, avec toutefois des disparités sectorielles.

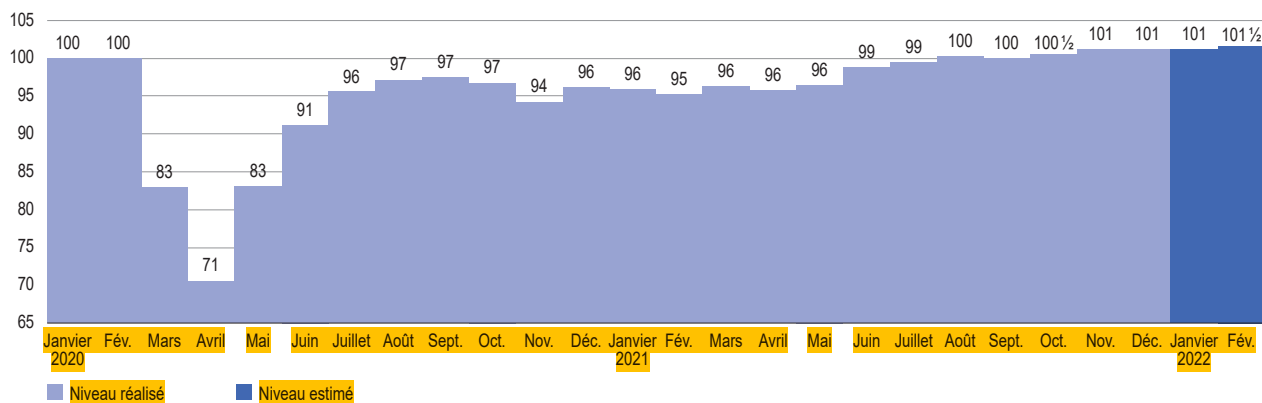
Selon les chefs d'entreprise interrogés, l'activité a en effet progressé très légèrement en janvier dans l'industrie et le bâtiment. L'amélioration s'est poursuivie dans les services marchands couverts par l'enquête mais de façon plus inégale selon les secteurs, la restauration et surtout l'hébergement enregistrant un repli. Pour le mois de février, l'activité progresserait nettement dans l'industrie et les services et serait quasi stable dans le bâtiment.

Les difficultés de recrutement sont toujours importantes et concernent plus de la moitié des entreprises (52 % en janvier, comme en décembre). Après leur tassement de fin d'année, les difficultés d'approvisionnement repartent à la hausse en ce début d'année, à la fois dans l'industrie (55 % des entreprises, après 53 % en décembre) et dans le bâtiment (52 % des entreprises, après 48 % en décembre). Les chefs d'entreprise de l'industrie et du bâtiment ayant indiqué éprouver des difficultés d'approvisionnement ont été interrogés ce mois-ci sur l'horizon de résorption de ces difficultés. Même si peu d'entre eux s'attendent à leur dissipation d'ici trois mois (10 % dans l'industrie et 14 % dans le bâtiment), environ les trois quarts d'entre eux estiment qu'elles ne dureront pas plus d'un an. Les difficultés d'approvisionnement s'accompagnent de hausses des prix des matières premières et des produits finis. Le solde sur les prix des matières premières demeure très élevé mais tend à se stabiliser, tandis que le solde sur les prix des produits finis continue d'augmenter.

Après avoir retrouvé son niveau d'avant-crise durant le troisième trimestre, nous estimons que le PIB dépasserait ce dernier d'environ 1 point de pourcentage en janvier (comme en décembre), puis de 1½ point en février. Si cette tendance se confirmait en mars, la variation trimestrielle du PIB pourrait avoisiner + ½ % au premier trimestre.

Niveau de PIB

(en % du niveau normal)



1. En janvier, l'activité s'améliore très légèrement dans l'industrie et dans le bâtiment ; dans les services la progression d'ensemble masque une forte hétérogénéité entre secteurs

Malgré la cinquième vague épidémique et la diffusion du variant Omicron, qui a perturbé l'organisation du travail par un absentéisme accru (arrêts maladie, cas contact, garde d'enfants, etc.), l'activité dans l'industrie s'inscrit globalement en légère progression en janvier ; certains secteurs industriels enregistrent toutefois un repli, souvent lié aux difficultés d'approvisionnement.

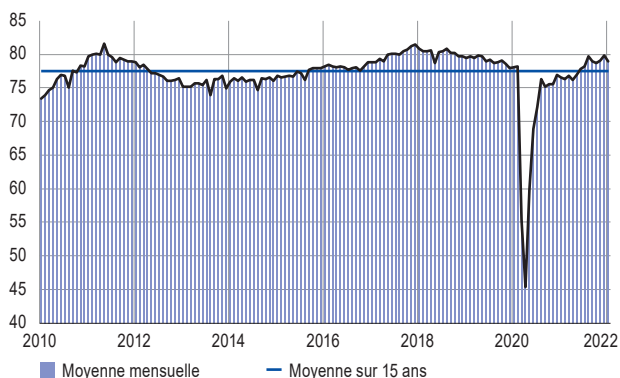
Dans l'ensemble de l'**industrie**, le taux d'utilisation des capacités de production a légèrement diminué, passant de 80 % en décembre à 79 % en janvier, tiré à la baisse par l'industrie automobile (64 %, après 69 % en décembre). Il se situe au-dessus de sa moyenne historique dans la plupart des secteurs industriels, à l'exception de l'automobile (– 8 points) et de l'aéronautique et autres transports (– 7 points).

Les soldes d'opinion relatifs à la production indiquent de bonnes progressions en janvier dans l'industrie agro-alimentaire, le secteur de la chimie et le secteur des équipements (produits informatiques, électroniques et optiques, équipements électriques, machines et équipements). L'industrie automobile repart à la baisse, comme prévu par les chefs d'entreprise le mois dernier, en lien avec les difficultés d'approvisionnement.

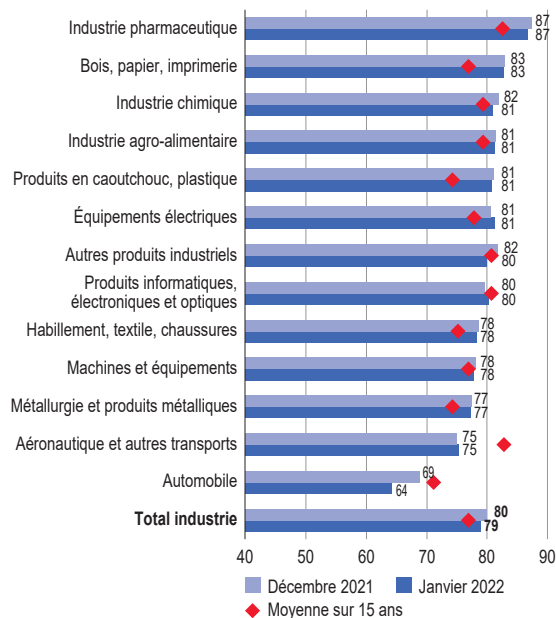
Taux d'utilisation des capacités de production

(en %, données CVS-CJO)

a) Dans l'industrie



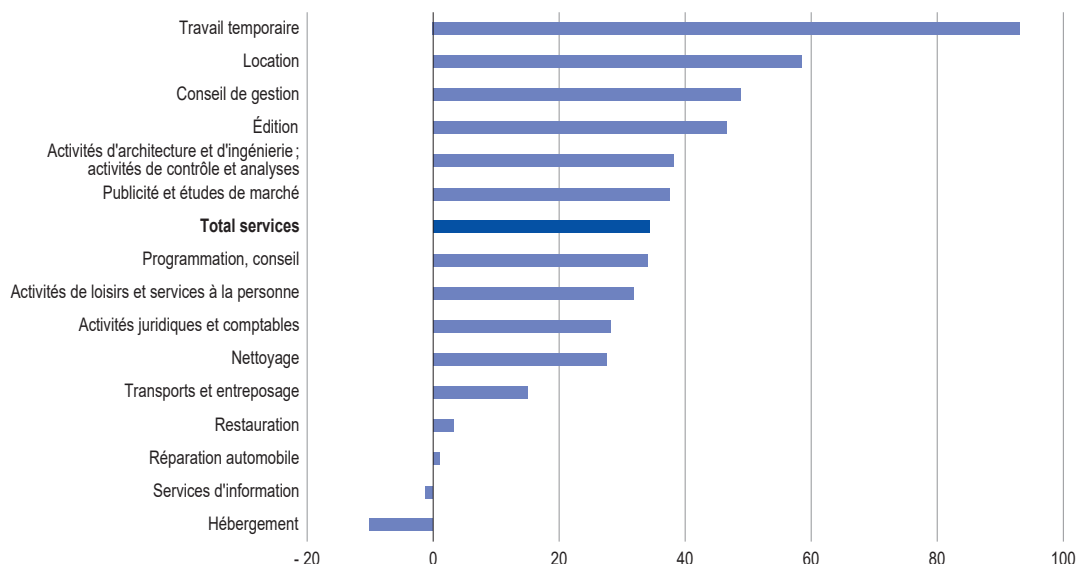
b) Par sous-secteur



Dans les **services marchands**, l'activité s'améliore en janvier. Elle est plus forte que prévu par les chefs d'entreprise le mois dernier, avec cependant de fortes disparités par secteur : tandis que le travail temporaire (auquel ont notamment recours les établissements touchés par l'absentéisme), la programmation, le conseil et l'édition enregistrent de fortes progressions, le secteur de l'hébergement connaît quant à lui une très forte chute d'activité en lien avec le contexte sanitaire. La baisse est également assez marquée dans la restauration.

L'activité sur période récente met en évidence la dynamique marquée des services aux entreprises (notamment travail temporaire et conseil de gestion) ou leur stabilisation à un haut niveau d'activité (services d'information), qui bénéficient pleinement de la reprise et sont modérément affectés par les contraintes sanitaires. À l'inverse, les services aux particuliers (hébergement et restauration) s'inscrivent encore en retrait.

Opinion sur l'évolution de l'activité dans les services, cumul sur les trois derniers mois (solde d'opinion)



Note : En évolution, un solde d'opinion positif (négatif) correspond à une hausse (baisse).

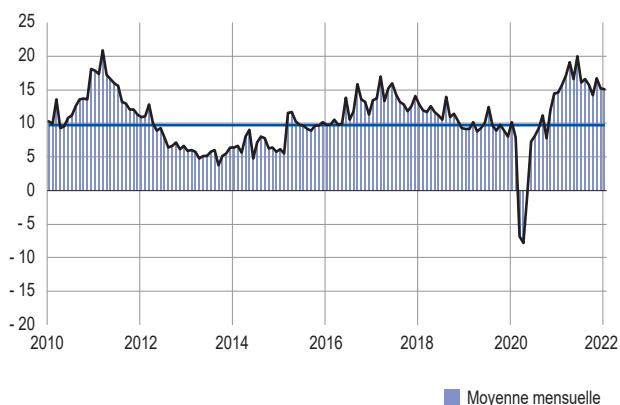
Dans le secteur du **bâtiment**, l'activité progresse très légèrement, avec une amélioration plus sensible dans le gros œuvre.

Les soldes d'opinion relatifs à la situation de **trésorerie** se situent au-dessus de leur moyenne de long terme ; ils sont stables dans l'industrie et s'améliorent très légèrement dans les services sur le mois de janvier.

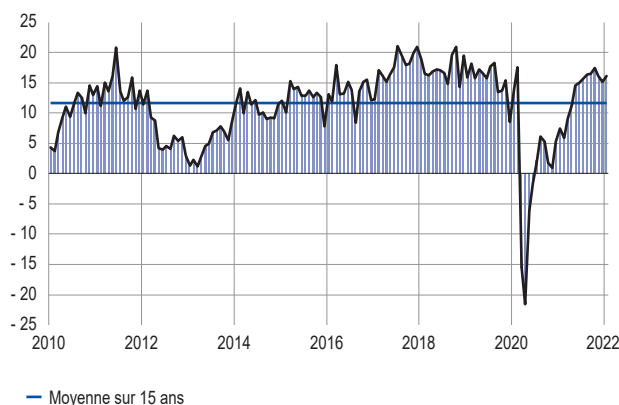
Situation de trésorerie

(solde d'opinion CVS-CJO)

a) Dans l'industrie



b) Dans les services marchands



2. En février, selon les anticipations des entreprises, l'activité progresserait dans l'industrie et les services et évoluerait peu dans le bâtiment

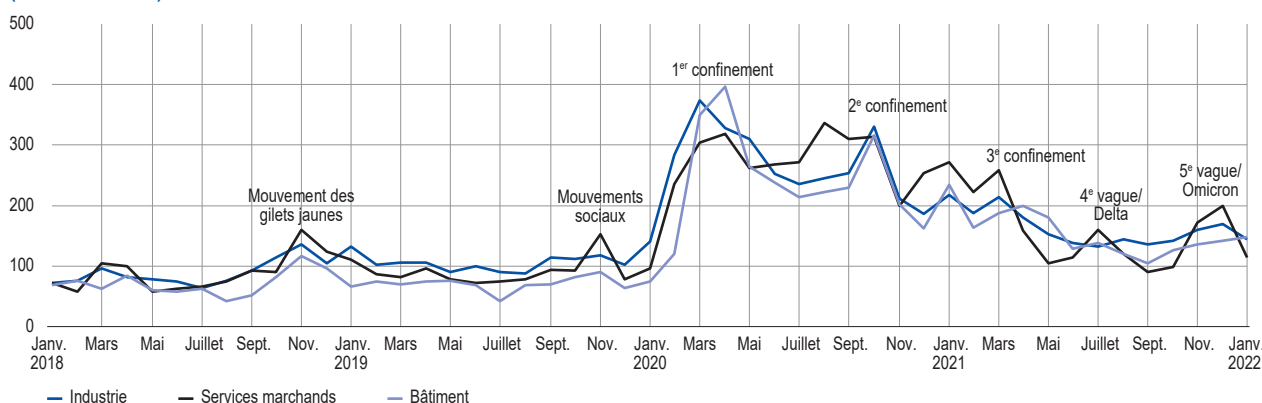
Dans l'**industrie**, la production progresserait en février dans tous les secteurs, et plus particulièrement dans la fabrication des équipements électriques, l'industrie chimique et l'habillement-textile-chaussures. Elle serait quasi stable dans le secteur automobile.

Dans les **services**, les perspectives sont également orientées à la hausse dans l'ensemble des secteurs, et plus spécifiquement les services aux entreprises – notamment le travail temporaire qui enregistrerait de nouveau une forte progression. Une légère reprise est attendue par les chefs d'entreprise dans l'hébergement et la restauration.

Dans le secteur du **bâtiment**, l'activité évoluerait peu, avec une légère amélioration dans le second œuvre et un tassement dans le gros œuvre.

Notre indicateur mensuel d'incertitude, construit à partir d'une analyse textuelle des commentaires des entreprises interrogées, marque un recul net dans les services mais plus modéré dans l'industrie ; il continuerait de progresser dans le bâtiment. Depuis le début de la crise sanitaire, le niveau d'incertitude retracé par cet indicateur est fortement corrélé à l'émergence des différentes vagues épidémiques et aux mesures afférentes ; la baisse mesurée en janvier traduit probablement les perspectives de sortie de la cinquième vague.

Indicateur d'incertitude dans les commentaires de l'enquête mensuelle de conjoncture (EMC) (données brutes)



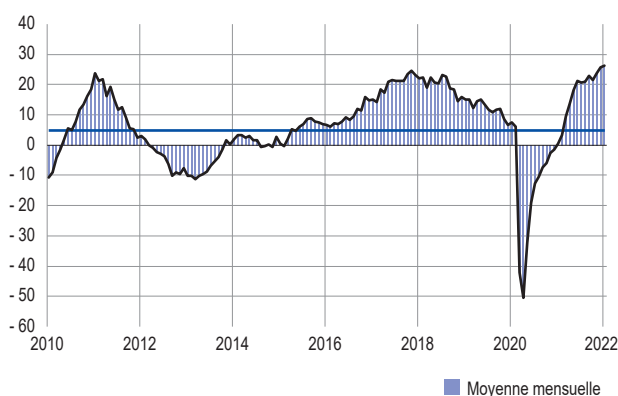
Note : la valeur de référence est fixée à 100 et correspond à la valeur autour de laquelle fluctue l'indicateur en période normale

L'opinion sur les **cahiers de commandes** est stable dans l'industrie (les cahiers restent particulièrement bien garnis dans les secteurs des machines et équipements, produits en caoutchouc, plastique et équipements électriques) et se tasse légèrement dans le bâtiment. Dans les deux cas, elle se situe largement au-dessus de sa moyenne de long terme.

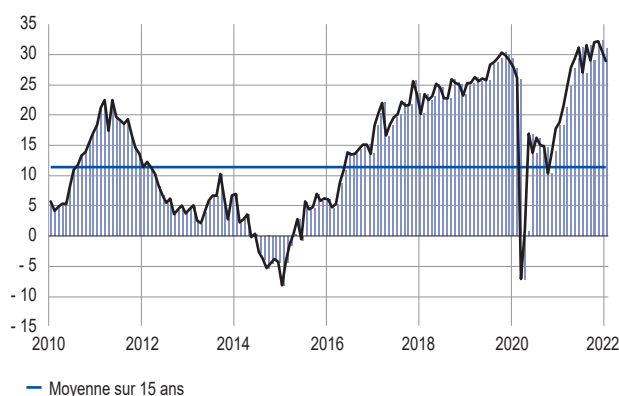
Situation des cahiers de commandes

(solde d'opinion CVS-CJO)

a) Dans l'industrie



b) Dans le bâtiment

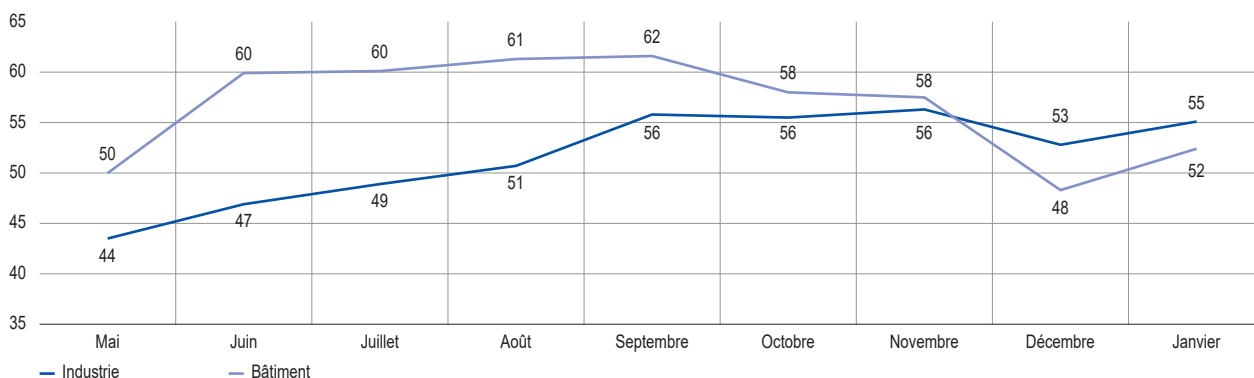


3. Dans un contexte de difficultés d'approvisionnement et de recrutement encore prégnantes, les prix des produits finis ont augmenté en janvier

Après un repli en fin d'année, la part des chefs d'entreprise qui jugent que les **difficultés d'approvisionnement** ont pesé sur leur activité est repartie légèrement à la hausse dans l'industrie, de 53 % à 55 %, et de façon plus prononcée dans le bâtiment, passant de 48 % à 52 %.

Part des entreprises indiquant des difficultés d'approvisionnement

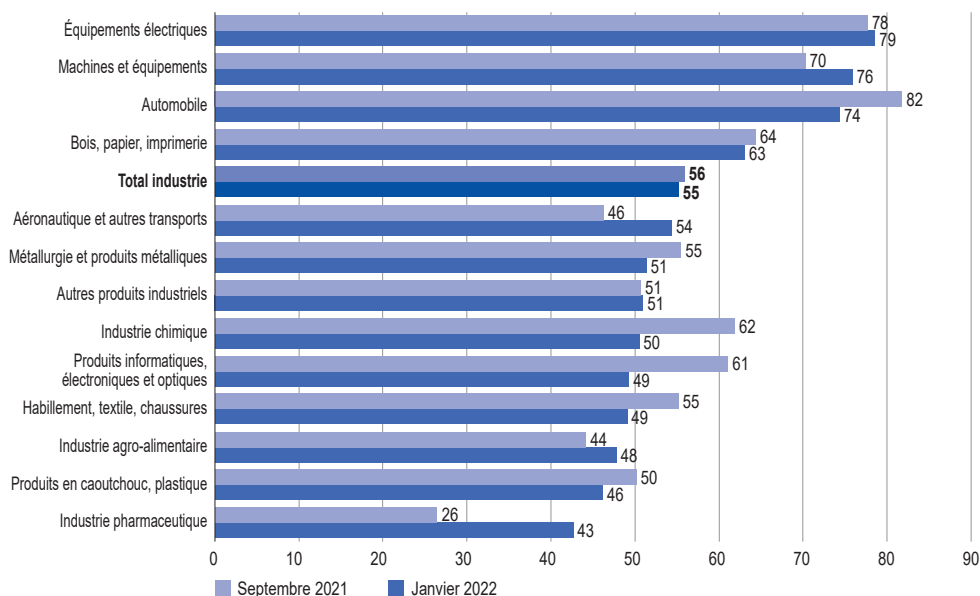
(en %, données brutes)



Dans l'industrie, les secteurs les plus concernés par ces difficultés demeurent la fabrication d'équipements électriques, la fabrication de machines et équipements, l'automobile et l'industrie du bois, papier et imprimerie. Plus nouveau, les difficultés d'approvisionnement sont en forte hausse dans l'industrie pharmaceutique, mais, à la différence des autres secteurs, ceci traduit vraisemblablement la vigueur de la demande : le taux d'utilisation des capacités de production y est le plus élevé (+ 5 points au-dessus de sa moyenne historique).

Part des entreprises indiquant des difficultés d'approvisionnement – Industrie, janvier 2022

(en %, données brutes)



Pour une grande majorité des entreprises, ces difficultés devraient perdurer durant plusieurs mois (cf. encadré *infra*).

Selon les chefs d'entreprise interrogés, les difficultés d'approvisionnement s'accompagnent de hausses des prix des matières premières et des produits finis. Le solde sur les prix des matières premières demeure très élevé mais tend à se stabiliser, tandis que le solde sur les prix des produits finis continue d'augmenter, ce qui traduit le fait que la répercussion des hausses de coûts se poursuit.

La proportion de chefs d'entreprise indiquant des hausses de prix importantes est la plus élevée dans le secteur des produits en caoutchouc, plastique et dans celui du bois, papier et imprimerie.

Opinion sur l'évolution des prix par rapport au mois précédent – Industrie manufacturière

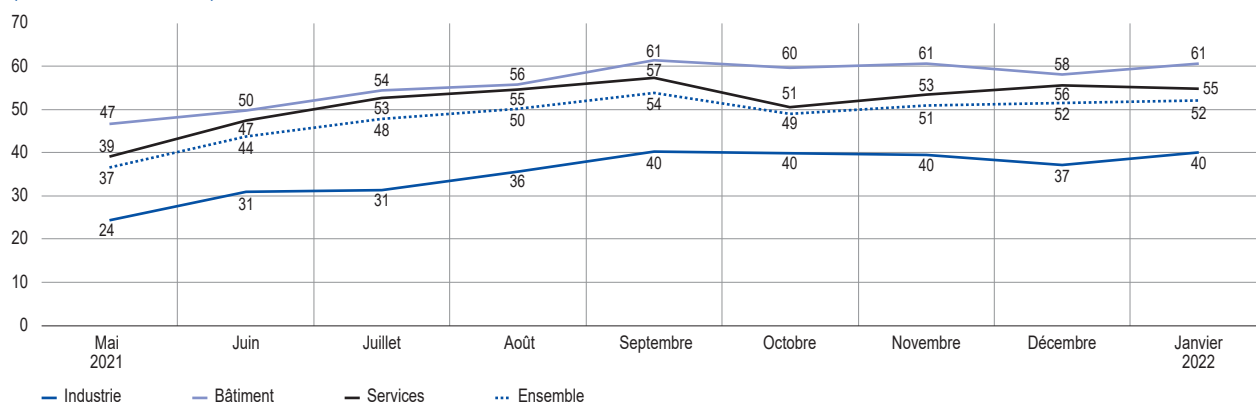
(solde d'opinion CVS-CJO)



Les chefs d'entreprise ont également été interrogés sur leurs **difficultés de recrutement**. Tous secteurs confondus, elles concernent un peu plus de la moitié des entreprises, à 52 % en janvier, en légère hausse dans l'industrie et le bâtiment.

Part des entreprises indiquant des difficultés de recrutement

(en %, données brutes)



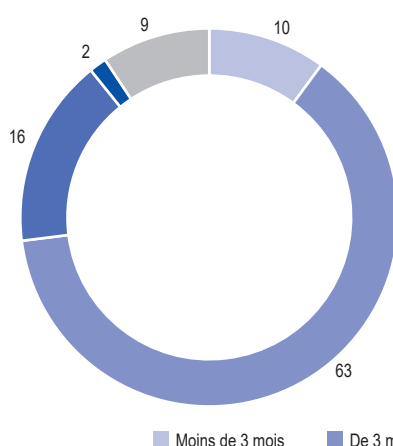
Durée anticipée des difficultés d'approvisionnement

Les chefs d'entreprise de l'industrie et du bâtiment ayant indiqué éprouver des difficultés d'approvisionnement ont été interrogés ce mois-ci sur l'horizon de résorption de ces difficultés. Si 73 % des entreprises de l'industrie estiment que ces difficultés ne dureront pas plus d'un an (75 % dans les entreprises du bâtiment), elles sont seulement 10 % à anticiper leur résorption d'ici trois mois (14 % dans le bâtiment).

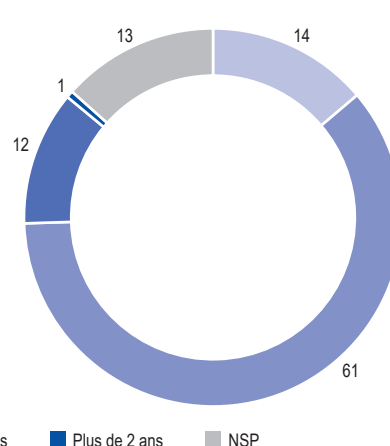
Durée des difficultés d'approvisionnement

(en %)

a) Dans l'industrie



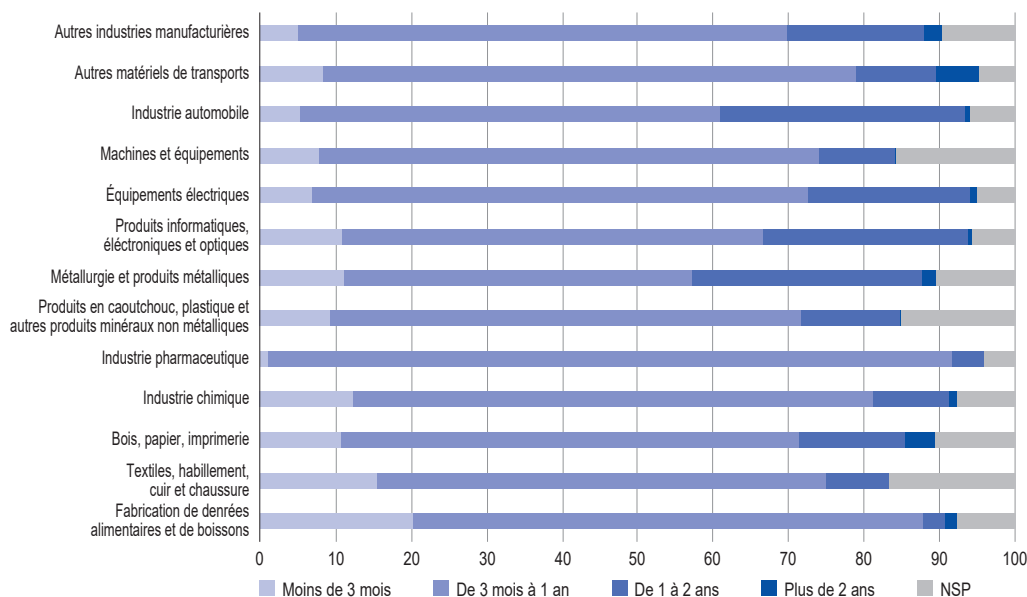
b) Dans le bâtiment



Au sein de l'industrie, les secteurs de l'automobile et de la métallurgie sont les plus pessimistes quant à l'horizon de résorption. Ainsi, à peine plus de 60 % des entreprises du secteur automobile (et un peu moins de 60 % dans la métallurgie) pensent que les difficultés d'approvisionnement – principalement en semi-conducteurs – seront résorbées d'ici fin 2022. À l'inverse, les industries agro-alimentaire, chimique et pharmaceutique estiment à plus de 80 % que les difficultés dureront moins d'un an.

Durée des difficultés d'approvisionnement dans l'industrie, par secteur

(en %)



4. Les estimations issues principalement de l'enquête, complétées par d'autres indicateurs, suggèrent que le niveau du PIB se situerait 1 point de pourcentage au-dessus de son niveau d'avant-crise en janvier (comme en décembre), et 1½ au-dessus en février

Dans notre précédent point de conjoncture, nous avons estimé que le PIB en décembre était ¾ de point au-dessus de son niveau d'avant-crise. À fin janvier, les comptes trimestriels publiés par l'Insee pour le quatrième trimestre 2021 nous portent à revoir à la hausse le niveau du PIB, en le portant 1 point au-dessus de son niveau d'avant-crise pour les mois de novembre et décembre. Cette révision à la hausse est principalement due à la dynamique des services marchands et non marchands.

Pour le mois de janvier, l'utilisation des informations de l'enquête à un niveau de désagrégation fin, ainsi que d'autres données dont nous disposons, nous amènent à estimer que le PIB serait stable par rapport à décembre, soit 1 point de pourcentage au-dessus de son niveau d'avant-crise. Cette évaluation utilise en effet aussi les données à haute fréquence que nous suivons à titre de complément pour les secteurs non couverts par l'enquête (notamment commerce et transports), ainsi que pour affiner si nécessaire notre évaluation sur l'industrie et les services couverts. Or les dépenses par carte bancaire donnent des indications utiles pour le secteur du commerce de détail, qui sont en hausse par rapport à décembre. Mais les données plus générales de *Google mobility* et de trafic routier nous renseignent, elles, sur le secteur des transports, dont l'activité serait en nette baisse par rapport à décembre.

Valeur ajoutée par branche

(écart au niveau d'avant-crise en pourcentage)

Branche d'activité	Novembre	Décembre	Janvier
Agriculture et industrie	- 2	- 2	- 2
Agriculture et industrie agro-alimentaire	3	2	2
Énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	10	8	9
Industrie manufacturière hors alimentaire et cokéfaction-raffinage	- 7	- 7	- 7
Construction	- 4	- 6	- 6
Services marchands	2	3	3
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	- 4	- 2	- 3
Services financiers et immobiliers	3	3	3
Autres services marchands	7	6	7
Services non marchands	2	2	2
Total	1	1	1

Dans l'enquête, les anticipations des entreprises pour février indiquent une hausse significative de l'activité, qui porterait le PIB 1½ point de pourcentage au-dessus de son niveau d'avant-crise, dans un contexte notamment d'assouplissement des mesures sanitaires. Sous réserve des évolutions à venir en mars, la variation trimestrielle du PIB au premier trimestre pourrait alors être d'environ + ½ %.